

Le représentant du Yukon (M. Nielsen) propose que l'on envisage de faire une province du Yukon dans les cinq années où un gouvernement conservateur prendrait le pouvoir. Ceci toucherait environ 20,000 personnes; c'est la population actuelle et le chiffre peut s'accroître légèrement. Cela signifierait que ces personnes auraient le contrôle absolu des ressources naturelles de ce territoire. C'est l'attitude d'un parti conservateur sur deux problèmes fondamentaux qui se posent au Canada. A mon avis, cette politique aboutirait à créer, comme je l'ai déjà dit plus tôt, des régions pratiquement semi-autonomes au Canada.

J'exhorte le peuple canadien à choisir une fois pour toutes. Il a le choix entre une politique d'un gouvernement qui reconnaît que les ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, au large et autre part au Canada et leur exploitation sont un héritage commun du peuple canadien par des programmes financés par le gouvernement, l'opposition officielle qui n'accorde apparemment pas beaucoup d'importance à ces éléments fondamentaux pour les Canadiens. C'est la raison principale pour laquelle la motion qu'elle présente ce soir ne doit être appuyée par aucun des partis de la Chambre.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le temps du député est écoulé. Je quitte le fauteuil jusqu'à 8 heures.

(La séance est suspendue à 6 h 5.)

#### REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

**M. James Gillies (Don Valley):** Monsieur l'Orateur, je prends la parole afin de participer à l'important débat qui se déroule ici aujourd'hui. Une intéressante question a déjà été soulevée, savoir pourquoi, juste ciel, un tel débat entre les libéraux et les néo-démocrates pour savoir à qui il faut attribuer la politique sur l'énergie qui a été proposée. Je croyais que les deux partis rejetteraient toute responsabilité à ce sujet, car il me semble que personne ne doit tenir à s'attribuer cette prétendue politique cohérente qui n'est qu'un méli-mélo d'idées, un rabâchage de vieilles rengaines.

Les Canadiens qui écoutent ce débat doivent se demander ce soir s'ils sont sur la même planète que les autres pays. Ils ne peuvent accepter vraiment, étant donné les événements mondiaux qui ont suivi la guerre israélo-arabe, depuis l'imposition par les Arabes d'un embargo sur l'exportation du pétrole, le gouvernement actuel présente une politique d'énergie axée sur l'obligation de prolonger le pipe-line jusqu'au Québec, initiative préconisée par le parti conservateur-progressiste depuis au moins 4 ans.

Nous débattons l'établissement des prix du pétrole au pays, chose que nous ferions en temps normal: nous nous inquiétons de la façon de transporter nos ressources du grand Nord, chose à laquelle tout gouvernement canadien s'intéresserait constamment, et nous croyons que les Canadiens devraient être plus maîtres de leurs ressources, ce qui devrait constituer le programme électoral de tout parti et s'inscrire dans son programme de décisions. Il va

#### L'énergie

sans dire que n'importe quelle législature pourrait débattre cela en tout temps.

Les Canadiens doivent sûrement se demander aujourd'hui ce que le gouvernement pense des événements de ces derniers mois, car tous les autres pays songent à leur politique de l'énergie en fonction des changements survenus au cours du dernier trimestre de l'année, au lieu de ressasser des idées remontant à plusieurs années et auxquelles l'on songe en temps normal. On se demande si le gouvernement se rend vraiment compte de la nature de la crise de l'énergie dans laquelle le monde se débat actuellement et par laquelle passe le Canada.

On peut se demander pourquoi le gouvernement ne s'est pas attaqué à ces problèmes qui intéressent tous les Canadiens. Mais en ce qui a trait à la crise énergétique on ne peut pas excuser ce gouvernement de compartimenter le problème et de le dissocier des autres problèmes auxquels le Canada fait face. Certes, nous devons être le seul pays au monde où le gouvernement parle d'une politique énergétique hors du contexte de sa politique économique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gillies:** Aucun autre pays ne parle d'énergie sans tenir compte de ses répercussions sur l'économie. Lorsque les Canadiens entendent parler du débat sur l'énergie au Canada, lorsqu'ils entendent des discussions au sujet de l'énergie, ils s'attendent certainement à plus qu'une discussion afin de savoir si oui ou non nous devrions construire un pipe-line jusqu'à Montréal, si nous devrions acheminer nos ressources du Nord, ou quelle devrait être notre politique d'établissement des prix. Certes, ce soir, les Canadiens se demandent quelles sont les conséquences pour le Canada et pour eux de la crise de l'énergie dans le monde et ce qui leur arrivera à la suite de cette crise mondiale. Voilà la question que nous voulons poser au gouvernement, et il doit y répondre.

Quant à moi, il est inconcevable qu'un gouvernement soit aux prises avec les questions que soulève actuellement le changement de la situation de l'énergie dans le monde et qu'il ne demande pas à un ministre responsable de faire une déclaration au sujet des répercussions éventuelles sur l'économie du Canada. Voilà ce que le peuple veut savoir, voilà ce qui l'intéresse. Quelle mesure le gouvernement prendra-t-il? La crise de l'énergie dans le monde actuellement n'a-t-elle aucune répercussion sur l'économie canadienne, ne change-t-elle rien au Canada, et sinon, pourquoi le gouvernement ne se prononce-t-il pas à ce sujet? En discuter de la façon dont on l'a fait jusqu'ici me semble une preuve d'irresponsabilité totale de la part du gouvernement.

Nous avons essayé de connaître les idées du gouvernement à ce sujet et de savoir quelles seront, d'après l'analyse, les conséquences de la crise de l'énergie au Canada. Qu'avons-nous appris? Bien peu. Nous apprenons qu'avant le 20 novembre, la crise de l'énergie inquiétait si peu le ministère de l'Industrie et du Commerce qu'il n'avait pas demandé aux industries canadiennes quelles pourraient être les répercussions du changement de la situation de l'énergie en ce qui les concerne. On leur a fait parvenir à une date aussi tardive que le 20 novembre un questionnaire enfantin dont le but était de découvrir quelles seraient les répercussions du changement au pays.